

# RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN ALGÉRIE...

On ne le répétera sans doute jamais assez. La dynamique enclenchée dans toute l'Algérie par le surgissement populaire du vendredi 22 février est historique tant par son ampleur que par ses potentialités subversives.

Mais réaffirmer cette évidence ne doit pas empêcher les camarades et compagnons, de tous les pays, de toutes les sensibilités, de mesurer les nombreux obstacles qui se dressent devant les protestataires.

Ces derniers ont certes connu une première victoire puisque le président sortant, Abdelaziz Bouteflika, a démissionné avant la fin de son quatrième mandat, alors que les tenants du «*régime*» faisaient campagne pour un cinquième. Refusant cette nouvelle provocation, la rue a décidé de mettre un terme à cette mascarade. Sauf que les observateurs les plus cyniques ne verront dans ce recul qu'une ruse du «*système*» afin de gagner du temps pour mieux étouffer la contestation. Ce scepticisme se retrouve encore chez celles et ceux qui, subjugués ou tétanisés par le mouvement populaire, ont refusé de parler de révolution parce qu'ils ont décrété que celle-ci n'était ni possible ni souhaitable à notre époque. Pourtant, la question n'est plus de savoir si la révolution a commencé mais plutôt de faire en sorte que la contre-révolution, qui se présente de nos jours sous plusieurs visages (civil ou militaire, modéré ou intégriste, démocrate ou autoritaire), ne prenne le dessus.

Ces observations pourraient sembler déplacées ou prématurées pour celles et ceux qui, chantant les louanges du «*printemps algérien*» ou de la «*révolution du sourire*», cèdent trop facilement aux discours stéréotypés. Il convient donc de signaler qu'en dépit de la popularité du slogan «*silmya! silmya!*» («*pacifique! pacifique!*»), la répression a commencé dès les premiers jours de la contestation en ciblant les jeunes hommes des quartiers populaires pour s'étendre ensuite. Si la bienveillance à l'égard des femmes est une réalité indiscutable dans la plupart des cortèges, des attouchements et agressions se sont également produits mais ils ont été passés sous silence afin de ne pas «*ternir*» l'image d'un mouvement consensuel. L'enthousiasme suscité par les réseaux sociaux, perçus comme des vecteurs de discussion voire d'auto-organisation, empêche de mesurer les limites de ces outils propagateurs d'intoxication et exposant leurs utilisateurs à la surveillance ou à l'intimidation.

La grande timidité des «*démocrates*» que l'on présente pourtant comme laïques, à défendre la perspective de la séparation de la religion et de l'État, ou, à tout le moins, à assumer cette position de principe, illustre encore les inhibitions dans cette conjoncture. L'omniprésence des drapeaux vert-blanc-rouge dans les cortèges participe de l'entretien d'un climat unanimiste où toute revendication catégorielle ou aspiration spécifique doit être tue au risque de «*diviser*» un mouvement à forte tonalité patriotique voire nationaliste. La convocation des symboles de la révolution anticolonialiste dans la dynamique en cours permet de lier les deux séquences historiques mais cela doit aussi attirer l'attention sur l'incapacité à se libérer du «*roman national*» et à inventer de nouvelles références.

Les appels à la «*grève générale*» lancés de manière anonyme ou par des syndicats autonomes illustrent cette tendance puisqu'il ne s'agit pas de faire intervenir les travailleurs avec leur propre agenda, mais de les désarmer pour leur imposer des schémas politiques. Si le mot d'ordre visant à créer des «*comités populaires*» a bénéficié d'une grande sympathie, il a néanmoins pris la forme, en certains points, de «*comités de vigilance*» organisés sur des préoccupations sécuritaires. Enfin, les partis d'opposition, y compris à la «*gauche de la gauche*», demeure enfermés dans leurs schémas hérités la social-démocratie ou du léninisme, sont incapables de penser une alternative sans représentants, «*transition*» ou Constituante.

C'est donc en voyant le mouvement tel qu'il est, sans travestir la réalité, sans céder à la désinformation, sans faire confiance aux médias dirigés par les capitalistes ou l'État, qu'il sera possible de dépasser ses

contradictions et libérer toutes ses forces. Toutes les questions sont à l'ordre du jour: politiques, économiques, sociales, sexuelles, religieuses, culturelles, environnementales, technologiques, etc... Aucune ne peut aujourd'hui être minorée au prétexte de priorités stratégiques ou de considérations tactiques. Il existe une très grande disponibilité au sein de la population, en particulier chez les jeunes et les travailleurs dont l'audace est pour l'heure cadenassée par les idéologies nationalistes, conservatrices néolibérales relayées par des appareils bureaucratiques discrédités.

Il s'agit désormais de soutenir les individus ou collectifs les plus déterminés à mettre fin au «*régime*», au «*système*» ou au «*pouvoir*» mais en sortant des incantations et en ouvrant des perspectives authentiquement émancipatrices, pour l'Algérie et tous les pays.

**Nedjib SIDI MOUSSSA,**  
*Paris, le 16 avril 2019.*

-----